



## TRI de Montpellier – Lunel – Maugio – Palavas



**Identifiant du TRI** FRD\_TRI\_MONTPELLIER

**Région(s)** Languedoc-Roussillon

**Département(s)** Hérault, Gard

### Liste des contributions des parties prenantes

<b>Conseil régional LR</b>	<p>Le conseil régional propose d'ajouter 12 communes pour la zone urbaine autour de Montpellier (Mireval, Vic la Gardiole, Baillargues, Saint Brès, Montarnaud, Pignan, Cournonterral, Les Matelles, Candillargues, Lansargues, Valergues et Mudaison) et 8 communes autour de Lunel (Sommières, Junas, Villevieille, Aimargues, Saint Laurent d'Aigouze, Aigues Mortes, Le Grau du Roi et La Grande Motte).</p> <p>La région propose par ailleurs de retirer Assas et Saint Vincent de Barbeyrargues qui sont peu exposées aux inondations.</p>
<b>syndicat Interdépartemental d'aménagement du Vidourle (SIAV)</b>	<p>Le SIAV propose d'ajouter 8 communes correspondant au bassin de vie de Lunel, dont Sommières. Ces 8 communes sont les mêmes que celles proposées par la région.</p>
<b>Syndicat du bassin du Lez (SYBLE)</b>	<p>Le SYBLE propose comme la région de retirer les communes de Assas et Saint Vincent de Barbeyrargues, peu exposées, et d'ajouter les 7 communes suivantes : Cournonterral, Pignan, Montarnaud, Vic, Mireval, Vailhauquès, et les Matelles. Souligne que la présence de nombreux réseaux stratégiques (transport, énergie, eau) constitue un facteur aggravant. Le fait de ne pas inscrire certaines communes dans les TRI ralentirait selon le SYBLE la dynamique à l'échelle du bassin versant.</p>
<b>syndicat mixte du bassin versant du Vistre</b>	<p>Il propose d'étendre le TRI aux communes d'Aimargues et Saint Laurent d'Aigouze. Suggère d'engager d'ores et déjà la réflexion sur le périmètre de la future stratégie locale.</p>
<b>Pays de l'Or agglomération</b>	<p>Au titre de la cohérence avec le SCOT du Pays de l'Or et le fonctionnement de l'agglomération, le Pays de l'Or propose d'ajouter l'ensemble des communes de l'agglomération Pays de l'Or, communes proposées par ailleurs par la Région.</p>
<b>CG 34</b>	<p>Propose d'ajouter 7 communes du bassin de vie de Montpellier, à savoir Vic, Mireval, Pignan, Cournonterral, Montarnaud, Vailhauquès et Les Matelles (figurant parmi les communes proposées par la Région) et les 8 communes de basse et moyenne vallée du Vidourle également proposées par la Région. Propose également de retirer les communes de Saint Vincent de Barbeyrargues et d'Assas situées en bordure de TRI et sur lesquelles le risque inondation majeur avéré est absent.</p>
<b>syndicat intercommunal d'assainissement des terres de l'étang de l'Or (SIATEO)</b>	<p>Demande d'inclure les communes de Candillargues, Lansargues, Mudaison, Saint Aunes, Baillargues, Saint Brès et Valergue ainsi que La Grande Motte, Le Grau du Roi et Aigues Mortes. Rappelle qu'une démarche PAPI intention est engagée.</p>

<b>SYMBO (Syndicat Mixte du Bassin de l'Or)</b>	Demande similaire à celle du SIATO (sauf pour les communes gardoises)
<b>CCIR LR</b>	Souligne la nécessité de prendre en considération dans les étapes à venir, les impacts des risques d'inondations pour les activités économiques et l'activité touristique (augmentation de la population en saison et de l'activité économique)
<b>Association Grande Motte environnement</b>	Souligne les problématiques liées au changement climatique, à l'urbanisation et à l'aléa submersion marine.
<b>CG 30</b>	Propose l'ajout de 8 communes autour de Lunel, identiques à celles proposées par ailleurs par le conseil régional Languedoc-Roussillon.
<b>Commission locale de l'eau SAGE Vistre, nappes Vistrenque Costières</b>	Propose d'ajouter les communes d'Aimargues et Saint Laurent d'Aigouze au TRI autour de Lunel. Souligne la problématique du ruissellement dans les zones urbaines.
<b>Chambre d'agriculture du Gard</b>	Mentionne la non prise en compte de communes du département non pris en compte malgré les dommages qu'elles ont subies lors des crues de 2002 et 2003. Souhaite s'assurer du maintien et du développement des aides financières en matière de réduction de la vulnérabilité, et ce pour l'ensemble des zones inondables du Gard.
<b>Syndicat Mixte du S.C.O.T Sud Gard</b>	Interrogations sur l'absence de différentes communes dans les TRI proposés (Sommières, Saint Gilles, Boulbon, Vallabrègues, Port Saint-Louis ...) Propositions de TRI non cohérentes au regard de la logique globale souhaitée au niveau du SCOT Interrogations sur la méthode de délimitation des TRI (« qu'est ce qu'un territoire à risque « important » d'inondation? ») Souhait que les TRI soient calés sur de grands espaces non ségrégatifs car la véritable résilience se construit et s'organise adossée aux territoires « de solidarité ». Rappel des positions déjà prises (courrier au PCB du 10 février 2012) : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. nécessité de considérer le territoire du « Delta Camargue Méditerranée » dans son ensemble (fonctionnement deltaïque, approche fluvio-maritime, ruissellement urbains)</li> <li>2. nécessité de disposer d'une véritable évaluation de la « Doctrine Rhône », pour évoquer les orientations stratégiques du Plan Rhône des années à venir.</li> <li>3. urgence de faire correspondre les territoires de problèmes avec les territoires de réponse, en adoptant de nouveaux modèles et échelles d'action</li> <li>4. proposition de création d'une nouvelle Commission Géographique spécifique « Delta Camargue Méditerranée » afin que ce territoire ne soit pas « disloqué » entre 3 commissions distinctes (fleuve côtier Ouest, Littoral PACA, Plan Rhône).</li> <li>5. définition d'une méthodologie de travail avec les services de l'Etat (en Région et au niveau départemental pour l'élaboration des stratégies locales)</li> <li>6. émergence d'une nouvelle forme de gouvernance autour des documents de planification locaux dans le cadre de la stratégie nationale de gestion et de prévention des risques : le territoire « Delta Camargue » pourrait devenir un « espace expérimental ».</li> </ol>

<b>CC Petite Camargue</b>	<p>Souligne une erreur à corriger dans les indicateurs (emplois notamment)</p> <p>Souligne le besoin de tenir de problématique plus locales ( population touristique, ZEC, ...)</p> <p>S'interroge sur la prise en compte de la problématique du Vidourle que sur la partie de l'Hérault</p> <p>Demande d'intégrer la partie gardoise allant de Sommière à la mer</p>
<b>Montpellier Agglomération</b>	<p>Avis favorable sur le projet de territoire justifié par les enjeux humains, économiques et environnementaux concernés par les risques d'inondation sur un territoire en pleine évolution.</p> <p>Rappelle l'implication de la CA dans la gestion des inondations depuis l'acquisition de sa compétence inondation en 2004, notamment par la mise en place d'un système d'alerte pour la prévision sur le territoire communautaire.</p> <p>Insiste sur la nécessité d'avoir une adéquation entre le périmètre du TRI et celui du SCOT : extension du territoire aux communes de Baillargues et Saint-Brès sur le bassin de l'Etang de l'Or (site stratégique de l'aménagement Est de l'agglomération autour du pôle d'échange multimodal), des communes de Cournonsec, Cournonterral et Pignan sur le bassin de la Mosson (développement Ouest de l'agglomération).</p>
<b>SPC Med Ouest</b>	Propose des précisions sur les phénomènes d'inondation et les crues passées.
<b>Préfet 30</b>	<p>Demande de rajouter les communes de Sommières, Junas, Villevieille, Aimargues, Saint Laurent d'Aigouze, Aigues Mortes, Le Grau du Roi et La Grande Motte.</p> <p>Il est essentiel de rajouter la commune de Sommières au TRI, compte-tenu du niveau d'exposition au risque de cette commune (inondation récurrentes et dangereuses). De même il paraît évident d'y rajouter les communes de la rive gardoise de la basse vallée du Vidourle, qui sont exposées au même type d'aléa que les villes de Lunel et Marsillargues tout en présentant des enjeux parmi les plus importants : plus de 25.000 hab en zone inondables, soit 85% de la population totale de la zone ,et 35 ha de surface bâtie.</p> <p>A titre d'exemple à Aimargues 98% environ de la population subit les inondations liées au débordement de cours d'eau, les 2 % restants sont inondables par ruissellement.</p> <p>La population totale (en zone inondable) y a presque doublé entre 1968 et 2004, soit 1820 habitants supplémentaires et 82% d'accroissement. Durant la période 1970-2000, l'habitat s'étend de plus de 40 ha, soit + 640%.Simultanément, près de 14 ha de zones industrielles ou commerciales ont vu le jour.</p> <p>Les communes littorales doivent aussi être prise en compte en raison des enjeux économique et de la présence d'une importante population saisonnière, y compris en arrière saison, à l'époque où les crues sont le plus susceptibles d'intervenir.</p> <p>Pour les communes d'Aimargues et St Laurent d'Aigouze il est proposé de retenir le Vidourle comme aléa principal pour la cartographie</p> <p>Il faut noter que ST laurent d'Aigouze, Aigues-Mortes et le Grau-du-Roi sont soumises à la quadruple influence du Vistre, du Rhône du Vidourle et de la mer. La commune de La Grande Motte est exposée à la submersion marine.</p> <p>Le PAPI 2 Vidourle est en cours de labellisation porté par le SMT du Vidourle (EPTB).</p>
<b>Préfet 34</b>	<p>Demande l'ajout des communes de Mireval, Vic la Gardiole, Montarnaud, Pignan, Cournonterral, Vallhauques, les Matelles, Sommières, Junas, Villevieille, Aimargues, Saint Laurent d'Aigouze, Aigues Mortes, Le Grau du Roi et La Grande Motte.</p> <p>Demande de retirer les communes d'Assas et Saint-Vincent-de-Barbeyrargues qui sont peu exposées aux inondations.</p>

## Position retenue par le préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée

Les propositions formulées sont cohérentes par rapport à l'organisation des bassins de vie, et à l'EAIP.

Toutefois, les communes de Baillargues, Saint-Bres, Valergues, Mudaison, Lansargues, Candillargues sont concernées par des cours d'eau affluents de l'étang de l'Or non pris en compte dans le périmètre initial du TRI.

S'agissant des communes littorales, bien que non prises en compte initialement, il semble pertinent de les intégrer au regard des enjeux liés à la population saisonnière.

Les propositions de retrait des deux communes de Assas et Saint Vincent de Barbeyrargues (sur lequel il n'est pas prévu de PPRi) sont justifiées au regard de l'EAIP.

De plus, pour les communes autour de Lunel, elles sont toutes concernées par le Vidourle, dont le PAPI est en cours de labellisation, ce qui est de bonne augure pour la gouvernance future de la stratégie locale.

**En conclusion, il est choisi d'ajouter les communes de Mireval, Vic la Gardiole, Montarnaud, Pignan, Cournonterral, Vailhauques, Les Matelles, Sommières, Junas, Villevieille, Aimargues, Saint Laurent d'Aigouze, Aigues Mortes, Le Grau du Roi et La Grande Motte et de retirer les communes d'Assas et de Saint Vincent de Barbeyrargues. Sur les communes d'Aimargues et de Saint Laurent d'Aigouze, l'aléa principal pris en compte pour la cartographie sera le Vidourle (les autres cours d'eau seront pris en compte dans la limite de la connaissance développée à ce jour).**

Il est par ailleurs décidé pour cette première phase de la Directive Inondation de ne pas étendre le TRI aux communes situées entre les deux aires urbaines de Montpellier et Lunel, à savoir Saint Aunès, Baillargues, Saint Brès, Candillargues, Lansargues, Valergues et Mudaison, que la Région et, pour certaines, l'agglo Pays de l'Or demandent d'ajouter. En effet d'une part elles pourront être prises en compte dans la stratégie locale puisque liées hydrauliquement à l'étang de l'Or qui est dans le TRI, d'autre part, la cartographie sur ces communes nécessitera au préalable de développer la connaissance sur les aléas liés aux cours d'eau concernés.